

## L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

---

*Vitum impendere vero.*

---

Du mardi 8 Mars 1791.

Fin de l'exposé des impostures de la feuille intitulée : *Nouvelle conspiration découverte par M. de la Fayette*. — Barbarie du dieu Mottié contre les infortunés qui ont été arrêtés à Vincennes. — Enlèvement arbitraire par les saillites du général, du N°. 390 de *L'Ami du peuple*, où est consignée la dénonciation des gardes suisses, sur la manière furtive, dont les conspirateurs ont été introduits chez le roi.

*Fin de l'exposé des impostures de la feuille intitulée : Nouvelle conspiration découverte par M. de la Fayette.*

Dans le compte que nous en avons rendu, nous avons laissé le conspirateur Mottié se chamaillant avec Villequier, qu'il a rendu le bouc Azazel de la cour. » M. Villequier (dit l'imposteur Estienne) pour s'excuser d'avoir introduit tous ces aristocrates armés des poignards, balbutia : » *qu'ils méritoient cette* » *fiance*. Ceux à qui vous avez confiance, dit M. de la Fayette, n'ont point la même ; cela dépend » des goûts, je ne suis point du vôtre, au reste,

» monsieur, si pareille chose vous arrive à l'avenir,  
 » je déclare à l'assemblée nationale que je ne réponds  
 » plus de la sûreté du roi. Un courtisan lui ayant dit  
 » que beaucoup de ces messieurs étoient des familles  
 » de sa connoissance ; c'est parce que je les con-  
 » nois aussi, a-t-il dit, que je n'ai point de con-  
 » fiance en eux, et que je les souffrirai point ici ».

Observez d'abord que le grand général ne regardoit point ces aristocrates armés de poignards et introduits furtivement chez le roi, comme des conspirateurs : ainsi on ne sait pourquoi son apologiste a baptisé son fagot : *Nouvelle conspiration découverte par M. la Fayette*. Mais voyons comment il met lui-même la corde au cou de son héros, en voulant l'exalter ou plutôt le disculper. Et d'abord comment n'a-t-il pas vu que présenter son maître, n'en agissant pas avec ces aristocrates, comme avec des conspirateurs, reconnus pour tels par le public, il le donne sans y songer pour leur complice ou plutôt pour leur chef.

Cette foule d'aristocrates, armés de poignards, rassemblés clandestinement au château étoit un fait trop notoire pour être nié.

L'arrivée de Motté tout tremblant, sa réception humiliante par le roi et les courtisans, ses efforts pour contenir le ressentiment des grenadiers soldés étoient aussi des faits trop notoires : quel parti prendre dans cette cruelle position ? Le faire gouverner Villequier, et afficher des sentimens anti-aristocratiques. Mais voyez de grâce, comment il punît le téméraire qui a introduit chez le roi des gens armés qui n'ont point sa confiance, crime qui méritoit la mort et qui devoit le transporter de fureur.  
 » Si pareille chose vous arrive à l'avenir, M. Villequier, je déclare à l'assemblée nationale que je ne réponds point de la sûreté du roi. Et quoi ; c'est précisément ce que vous desirez ; ne voilà-t-il pas une belle punition ? Mais quoiqu'en faisant bougonner le général contre ces gens indignes de sa confiance, il se garde bien de dire que c'étoit les membres du club monarchique : les officiers des gardes du roi, des gardes françoises, des gardes suisses, et ses bons amis les gardes du corps, qu'il sauva le 6 octobre. C'eût été annoncer qu'ils n'étoient que ses complices, lui ôter tout moyen de se concilier de nouveau avec eux, et fournir la preuve



de sa trahison lorsqu'ils seroient trouvés ensemble dans une autre circonstance. . . . . Ici finit la scene avec le Sieur Villequier, et après une heure entiere passée à chamailler, il va en jouer un autre avec les courtisans, sans jamais songer aux jours du pauvre Louis XVI, dont il s'inquiette moins que d'un sansonnet. Dans le reste du conte bleu qui a subjugué tous les Parisiens, le mouchard Estienne, représente son maître, chassant les culottes de peau, qui avoient été conduites en prison par nos braves grenadiers : ce qui suppose qu'il les avoit fait revenir pour se donner ce divertissement : puis turlupinant les autres aristocrates, tandis qu'il leur faisoit mettre en pile leurs poignards, leurs pistolets, leurs cannes à épées ; ce qui supposeroit qu'ils les leur avoit fait rendre par les grenadiers qui s'en étoient emparés, (voyez la page 10) afin de faire un peu joujou ; si l'ordre qu'il donna le lendemain matin ou plutôt qu'il communiqua à l'armée parisienne, ne démontreroit que ces armes avoient déjà disparu (1), ce qui prouve que le divin Motté est un grand magicien, puisqu'il s'amusoit à faire mettre en pile des armes qu'il n'avoit pas.

Mais rien ne prouve mieux combien il connoit l'art de faciner les badauds de Paris, que la manière dont il les a retournée avec un compte de peau d'âne. Ils rougiroient de leur simplicité, s'ils avoient l'ombre du sens commun. Pour des gens raisonnables, quoique peu instruits ; la feuille de ce jour suffit pour faire tomber toujours plus bas le dieu Motté. Mais il faut achever de l'écraser pour le salut de la patrie : c'est ce que j'entreprendrai dans ma feuille de demain, où je dévoilerai l'horrible trame de la dernière conspiration, dont il étoit le chef. Permis à ses barbouilleurs à gages, de mettre en pièces mon récit, comme j'ai mis le leur en loques : mais défense au maire et au général de le faire enlever de chez mon imprimeur : car je n'ignore point que tout en allant bonnement mon chemin, je ne laisse pas de les embarrasser furieusement ; et je sais qu'ils donneroient bien de l'or pour être débarrassé de moi, ne fut-ce que pour le reste de l'année. A vous, mon imprimeur : ayez cette nuit, je vous prie, dix à douze admis

(1) Voyez la dernière phrase de la nouvelle conspiration découverte.



de garde, pour sonner le tocsin, si la police ou ses pousse culs en habits bleus, faisoient une équipée: du moins ne faut-il pas se laisser égorger, sans avoir crié aux voleurs. Je le préviens aussi que le numéro sera accaparé par les emissaires du général. Il ne doit en livrer qu'aux colporteurs affidés.

#### *Avertissement.*

Le nommé Languedoc, dit Esienne, ayant eu le malheur d'être disgracié par le dieu Mottie, pour n'avoir pas eu l'esprit de mieux voiler ses menées et ses perfidies dans la dernière conspiration, qui devoit enlever aux Parisiens, la famille royale, la nuit du 28 février, en massacrant les sentinelles et toute la garde nationale, s'il avoit été nécessaire, offre ses services en qualité de libeliste, aux anti-révolutionnaires, qu'il prie de le juger, non sur son dernier conte de peau d'âne, intitulé *nouvelle conspiration découverte par M. de la Fayette*; mais sur son chef-d'œuvre intitulé: *députation des chevaux de fiacre aux 1200 Jean F. . . . qui occupent leur ménage*: écrit d'après lequel ils pourront apprécier les ressources de son génie.

Il offre pareillement ses services en qualité de faux témoin, aux suppôts de la chicanne qui pourroient avoir besoin d'un peu d'aide.

Il ose sur-tout se flatter d'être le fait de quelque agent principal de l'autorité, ou de quelque chef de conjuration, qui désireroient trouver un habile homme en état de les débarrasser des patriotes trop rémuans, ayant fait de profondes recherches sur l'art d'expédier à la sourdine ceux qui prennent de sa main un aliment quelconque, ne fut-ce qu'un verre d'eau.

#### *Certificat.*

Nous soussignés, certifions que le Sr. Philbert Mérigot, âgé de quinze ans, apprentif orfèvre chez M. Drusai, maison de M. d'Hermelot, apothicaire, carré S. Martin, a toujours été connu, tant dans le quartier de sa maison paternelle que chez son maître, pour un jeune homme sage et rangé, qui n'a jamais fréquenté de mauvaise société. Emporté par la curiosité ordinaire à la jeunesse inconsidérée, il est allé hier à Vincennes sur les deux heures, où, malheureusement, il s'est trouvé du nombre de ceux qui ont été arrêtés et mis à la conciergerie, d'où le



pere affligé, ose, ainsi que les soussignés, supplier qu'on veuille bien lui accorder la liberté.

Signés, Fowelly, le Boucher et Hazard, tous trois commissaires des pauvres. Le Blanc, Oudart, Deschamps, Duval, Brussaut, Anglement, Delalandes, Pinson, pere et fils.

Nous commissaire et secrétaire-greffier de police de la section des Gravilliers, certifions que toutes les signatures ci-dessus, sont sinceres et veritables; que que toutes ces personnes sont connue pour bons citoyens et domiciliées dans l'étendue de la section; que foi doit être ajouté tant au certificat qu'aux signatures, et prions de prendre en considération la réclamation faite par le certificat. En foi de quoi nous avons signés et apposée le cachet de notre section pour servir et valoir au besoin. Fait au bureau de police de la section de S. Martin-des-Champs le 3 mars. Signé Garnier et Grouvelle, commissaires de police, et Garnesson, secrétaire-greffier.

*Dénonciation de la barbarie du Sr. Mottié.*

Le Sr. Méricot, marchand orfèvre, et citoyen bien famé, connu depuis plus de vingt ans dans le quartier qu'il habite, (S. Martin), vient d'éprouver l'oppression la plus révoltante de la part des agens de l'autorité.

Lundi 28 février, son fils, (jeune homme de 15 ans) fut arrêté à Vincennes par les satellites de Mottié. A peine informé de ce malheur, que le pere fit les démarches nécessaires pour le réclamer. Nombre de citoyens estimables se sont empressés de certifier des mœurs et de la bonne conduite du jeune homme. Muni de ces témoignages, il se rend au comité de Gravilliers; le commissaire de police chargea le secretaire de le conduire au S. Cahier, procureur-syndic de la municipalité, qui le renvoya à l'accusateur public, rue des Minimes. Celui-ci prétextait n'avoir aucune piece, et les conseilla d'aller se recommander à M. de la Fayette. Le Sr. Méricot alla trouver le Sr. le Roi, perein de son fils, lequel a son cousin au service de Mottié depuis dix-huit ans: ils furent ensemble trouver le général. Au seul mot d'un jeune homme arrêté à Vincennes, il s'est récrié que c'étoit des coquins, qu'il falloit punir. A peine le Sr. Méricot étoit-il sorti, qu'agité par la douleur, et reconduit par la tendresse paternelle, il voulut rentrer avec son ami; le portier avait des or-

dres de ne recevoir personne. Voilà donc la manière dont ce courtisan, que nous avons mis à la tête de nos bataillons, reçoit un citoyen estimable, père de six enfans, dont l'aîné est aux fers, sans qu'il puisse savoir puisse savoir de quel délit on l'accuse, malgré toutes les démarches qu'il a faites tant au département qu'à la police, et à l'état-major. Il sait que son fils est, depuis huit jours, au secret par des ordres arbitraires de Mottié, et au mépris des décrets sanctionnés qui ordonnent que tout détenu sera interrogé dans le vingt-quatre heures.

Quoi donc l'assemblée et tous les fonctionnaires publics ne cessent de nous prêcher le respect à la loi, et les agens chargés de l'exécuter la violent avec audace, et la font taire quand ils veulent pour plaire à un ennemi de la liberté, constitué en puissance !

Disons le sans détours : le jeune homme comme tous les autres détenus qui ont été à Vincennes, n'est coupable, que de s'être trouvé parmi les citoyens qui démolissoient le donjon du château. Mais fut-il du nombre des derniers, tout son crime seroit d'avoir été la dupe des artifices qu'a fait jouer cet atroce contre-révolutionnaire, pour soulever les habitans du fauxbourg St Antoine, par ses émissaires, en leur insinuant qu'on préparoit les cachots de Vincennes pour y renfermer les patriotes. Ils vouloient donc faire ce qu'ont fait les Parisiens le 14 juillet, à l'égard de la bastille ; et ce qu'ils auroient dû faire à l'égard de toutes les autres prisons d'état. Or si l'assemblée nationale a voté des remerciemens aux citoyens qui ont abattu ce monument de tyrannie, de quel front un courtisan qui n'est plus maintenant à la tête de la garde citoyenne, que par des misérables qu'il soudoie et qu'il a métamorphosés en espions et en alguazils, se permet-il d'arrêter arbitrairement ses concitoyens, de les jeter dans les fers, de les tenir au secret, de quel front les magistrats et les tribunaux repoussent-ils les plaintes portées contre ce chef des conspirateurs, et comment prévariqueroient-ils de la sorte s'ils n'étoient ses complices.

Indigné de voir les lois se taire à la voix des ennemis de la révolution et de les voir toujours impuissantes pour protéger les patriotes, j'ai invité tous les bons citoyens, tous les habitans des fauxbourgs, de s'assembler pour réclamer nos frères ar-



rétés à Vincennes, et pour rompre leurs fers si on refusoit de les mettre en liberté. Le jour même de cette adresse a été choisi par le département pour faire publier la loi du respect au à la loi. C'est une insulte ajoutée à l'outrage, on ne veut donc nous tenir à genoux devant la loi, qu'on viole sans pudeur pour nous opprimer, que dans l'espoir que nous nous nous laisserons égorger sans résistance. Citoyens, puisqu'on vous refuse justice, c'est à vous de vous la faire, résistez à l'oppression et punissez tous vos oppresseurs, c'est la loi de la nature. Je vous réitere mes instances : que les sociétés patriotiques cessent donc enfin d'être des assemblées babillardes, pour devenir des assemblées agissantes, quelles ne s'occupent que des dénonciations contre les agens de l'autorité, et qu'elles se réunissent, même en armes s'il le faut, pour accabler nos tyrans.

### *A l'Ami du peuple.*

Je vous dénonce, monsieur, un vol manifeste. La majeure partie des exemplaires de votre N<sup>o</sup>. 390 a été enlevée hier aux colporteurs. Celui qui me les fournit a été dévalisé au corps de garde de la rue Mouffetard, près celle de l'Arbalette, où il fut attiré traîtreusement. Un aristocrate en hausse-col qui, peut-être, ne sait pas lire, s'est emparé de vos feuilles dont le produit de la vente devoit alimenter une malheureuse famille. J'aime à croire que sans le funeste principe de la force essentiellement obéissante, qui lie les sots (et qui les liera jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent enfin qu'il fait leur propre malheur), il se seroit trouvé parmi les citoyens de garde, plusieurs hommes honnêtes qui auroient représenté à ce vil satellite, l'odieux de son procédé, qu'il ne s'étoit vraisemblablement permis que pour faire le bon valet auprès de quelques-uns des traîtres que vous démasquez. Le voleur est un nommé Pichard, misérable épiciier, à la porte St. Marcel.

C'est une chose révoltante que de voir circuler librement, et même sous les auspices du général, des écrits remplis de maximes funestes, attentatoires à la souveraineté de la nation, et aux droits du peuple : tels que *l'Ami du roi*, *la Gazette de Paris*, *le Contrepoison*, *le Journal de la cour et de la ville* : et de voir en même-tems les feuilles de *l'Ami du peuple*, le plus vrai des écrivains politi-

qués, sans en excepter Rousseau, et le plus ferme des défenseurs du peuple, interceptées arbitrairement.

Si les amis de la patrie étoient aussi furieux que ses ennemis, les écrivains et les imprimeurs antipopulaires seroient bientôt en pièces. Je vous engage à répéter souvent les choses essentielles, afin que nous trouvions dans les mains subséquens ce dont les pirates nous auroient privées par le vol des précédens.

P. S. J'apprends dans la minute par un de mes beaux-frères, commandant de bataillon, que Mottié, craignant les suites du développement que vous avez fait des moyens traitreux dont on s'est servi pour introduire furtivement les conspirateurs chez le roi, et du conseil si prudent que vous avez donné à la garde nationale, de s'emparer du corps-de-garde des Suisses, et du logement de leurs officiers, avoit donné des ordres pour enlever tous ceux de vos numéros qu'on n'auroit pu accaparer.

#### *Observations de l'Ami du Peuple.*

M'étant chargé de la rédaction de l'Orateur du Peuple, pendant la maladie de l'auteur, je prévins mes lecteurs qui n'ont pas eu le numéro 390 de l'Ami du Peuple volé aux colporteurs par les satellites du général, qu'ils trouveront demain dans l'Orateur la dénonciation que les soldats suisses ont faite des moyens employés par leurs officiers pour les corrompre; et des artifices honteux dont les traitres se sont servis pour introduire les conspirateurs chez le roi. Comme c'est du corps de garde des suisses et du logement de leurs officiers, que l'on se servira toujours pour introduire de nuit dans les appartemens, les conspirateurs chargés de massacrer les sentinelles et d'enlever la famille royale; l'Ami du Peuple réitere ses instances à la garde nationale de s'emparer de ces postes; pour leur propre sûreté et pour le salut de la patrie: nécessité d'autant plus indispensable que depuis que Mottié, chef des conjurés, cet intendant du château, il a mille moyens de faire pratiquer des passages secrets qui communiqueroient avec des postes, et même avec des souterrains inconnus. Jamais les dangers qui menacent la patrie ne furent plus alarmans, et jamais le salut du peuple ne demanda plus de vigilance de la part de tous les bons citoyens.

---

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.